

Lettre de Pierre Saffroy à Antoine Pinay (Luxembourg, 26 avril 1955)

Légende: Le 26 avril 1955, Pierre Saffroy, ambassadeur de France à Luxembourg, décrit à Antoine Pinay, ministre français des Affaires étrangères, les impressions enthousiastes de Joseph Bech, Président du gouvernement luxembourgeois et ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, de retour d'une visite officielle à Vienne.

Source: Ministère des Affaires étrangères; Commission de publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume I: 1955, 1er janvier-30 juin. Paris: Imprimerie nationale, 1987. 849 p. p. 515-516.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL: http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_pierre_saffroy_a_antoine_pinay_luxembourg_26_avril_1955-fr-98709693-57ac-4945-85b2-cbf8e97a45e4.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Lettre de Pierre Sافroy à Antoine Pinay (Luxembourg, 26 avril 1955)

T. n° 43. Réserve.

M. Bech s'est montré enchanté de sa visite officielle à Vienne et de l'accueil chaleureux dont il a été l'objet. Il a été heureux surtout de retrouver pendant quelques jours M. Figl, avec qui il entretient depuis de longues années des relations de confiance et d'amitié.

Ses conversations avec les hommes d'État autrichiens se sont évidemment déroulées dans l'atmosphère d'euphorie, pour ne pas dire d'allégresse, qui se serait emparée de la population autrichienne à l'annonce des concessions faites par Moscou.

Si le Chancelier et M. Figl se gardent de triompher, ils n'en ressentent pas moins une profonde satisfaction au moment où la libération de leur pays paraît maintenant à portée de la main. Un tel résultat, qui paraissait encore improbable il y a quelque temps, est dû, selon mon interlocuteur, aux efforts persévérants du gouvernement autrichien, mais aussi à la fermeté d'âme de la population qui a fait la preuve de la persistance du sentiment national autrichien.

Cependant, le gouvernement n'a pas l'illusion de croire qu'un retournement aussi marqué de la politique russe s'est effectué « seulement pour les beaux yeux de l'Autriche ». Mais les responsabilités du gouvernement d'un petit pays s'arrêtent à ses frontières, et l'Autriche n'avait ni le choix ni la possibilité de refuser le cadeau qui lui était offert, même s'il devait s'accompagner d'arrière-pensées destinées à compliquer la tâche des amis et appuis dont la petite République dispose dans le camp occidental.

On se rend compte à Vienne, semble-t-il, que l'accord qui doit libérer l'Autriche n'est pas encore conclu et qu'il est trop tôt encore pour se réjouir sans réserves. D'ailleurs, nombre de questions contentieuses sont encore en suspens, comme celles des séquestres, de l'indemnisation aux Juifs, des redevances, etc.

Quand il s'agira d'arrêter définitivement le statut de l'Autriche, le gouvernement voudrait éviter une neutralisation assortie de garanties étrangères pour éviter tout prétexte d'immixtion des grandes puissances dans les affaires autrichiennes. Une garantie de l'intégrité territoriale n'aurait pas les mêmes inconvénients.

De toute façon, les hommes d'État autrichiens seraient conscients de la nécessité d'entretenir une armée qui, à l'origine, devrait être modeste, mais qui, progressivement, devrait être en mesure, à l'instar de la Suisse, de faire respecter la neutralité effective de l'Autriche.

La renonciation formelle à l'Anschluss correspondrait à la politique du gouvernement et ne créerait, de ce fait, aucun embarras. Il en irait autrement d'une exigence soufflée dernièrement aux Russes par les socialistes autrichiens, d'introduire dans l'accord en préparation une clause interdisant la restauration des Habsbourg. Le gouvernement estimerait suffisant que cette interdiction figure déjà dans la Constitution autrichienne, sans qu'il soit besoin d'en prévoir la confirmation dans un acte international.

Reste toujours, évidemment, la possibilité d'une nouvelle volte-face des Russes, risquant de tout remettre en cause au dernier moment. Cependant, les ministres autrichiens ne sembleraient pas actuellement s'arrêter à cette éventualité et auraient déclaré à M. Bech qu'en dépit de tous les refus et les échecs qu'ils avaient essuyés de la part des Russes en dix ans d'occupation, ces derniers n'étaient jamais revenus sur leur parole quand ils avaient par hasard concédé quelque faveur.

Cet optimisme tempéré a paru à M. Bech de bon augure, mais il a le sentiment que la population regrettera le départ des Américains, et le maire de Salzbourg lui a indiqué que le retrait des troupes américaines se traduirait par un manque à gagner de 500 millions de schillings par an, c'est-à-dire environ sept milliards de francs.

P. S. – M. Bech a été interrogé à son retour sur la question de savoir si Moscou avait proposé à Vienne la signature d'un accord secret. Le Président a répondu que cette éventualité lui paraissait fort improbable en

raison des dangers qui s'attacheraient pour un petit pays à s'engager dans une pareille voie avec une grande puissance.

Le vœu récent de la commission des Affaires étrangères paraît à M. Bech en avance sur les intentions du gouvernement autrichien qui, tout en souhaitant l'entrée de l'Autriche à l'O.N.U., estimerait cependant qu'il convient de gagner du temps. Il est vrai que l'admission de la République à l'O.N.U. permettrait de faire le départ entre le futur statut international de l'Autriche et celui de la Suisse.